

L'Édito - L'économie mauricienne et le COVID-19, par Joël Rault



Ancien Ambassadeur de Maurice en France et Conseiller Spécial au Ministère des finances à Maurice, Joël Rault est aujourd'hui basé à Paris où il a fondé le Cabinet Hermès Advisory. Hermès Advisory agit en conseil stratégique pour certaines entités mauriciennes et conseille d'autre part certains groupes européens dans leurs relations avec l'île Maurice. Fort de son expérience public-privé Joël Rault accompagne également certains États en matière de développement économique. Joël Rault a siégé à l'OIF, à l'UNESCO, à l'OMT et à l'OCDE Dev, institutions avec lesquelles il entretient une relation continue.

A Maurice, la crise économique a précédé la crise sanitaire et le pays connaît son premier vrai ralentissement. Les entreprises qui étaient saines mais sans coussins de liquidités se retrouvent dans une situation précaire et les mesures prises par l'État tendent à éviter que des sociétés viables faillissent à cause d'un problème temporaire de trésorerie.

Le coût du risque augmente dans les comptes des banques qui réagissent en conséquence. Il faudra donc que le Gouvernement agisse pour faciliter les accès au crédit à des coûts abordables et avec des garanties moindres.

Il y aura des faillites, des fermetures et des licenciements mais aussi des fusions, des acquisitions et des restructurations qui permettront de réformer, d'investir et d'innover technologiquement, notamment. C'est certainement l'occasion pour un grand nettoyage et cela passera nécessairement par une concentration d'entreprises et une spécialisation des métiers.

Le soutien de l'économie informelle, très présente à Maurice, demandera des supports plus importants, plus larges et sur la durée. Malheureusement, seuls certains travailleurs du secteur informel bénéficieront des mesures stimulantes ou de survie mises en place par le gouvernement.

La dépendance de Maurice aux Investissements Directs Étrangers (IDE) est un facteur de risque supplémentaire qui pèse sur l'économie. Avec un PIB par habitant d'un peu plus de 10 000 \$ pour 1,3 millions d'habitants, la consommation locale et les investissements locaux ne suffisent pas pour maintenir l'économie à flot.

Les prêts intergroupes et les injections de capital de sociétés mères dans leurs filiales pourraient dans certains cas, et à court terme, contrecarrer la baisse des IDE et des bénéfices non réinvestis par des investisseurs étrangers, mais cette tendance ne saurait être viable sur le long terme.

La Banque Centrale a abaissé ses taux directeurs pour soutenir l'économie, baisse accompagnée d'un soutien budgétaire très insuffisant. Le passage obligé par un Quantitative Easing conséquent reste une des rares solutions internes pour fluidifier les marchés et éviter que la machine économique ne s'enraye. Il serait destructeur et contre-productif de financer cette relance par des augmentations fiscales. Il faudra donc inclure l'aide internationale dans l'équation.

Voilà tant de chantiers qui devraient occuper l'esprit du chef du Gouvernement dans le marathon qui le mènera à la fin de son mandat.

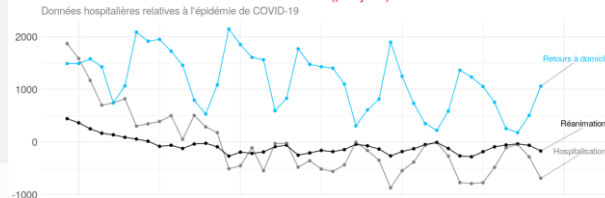
Retrouvez l'analyse complète sur le site de [Hermès Advisory](https://hermesadvisory.com).

Tableau de suivi de l'épidémie

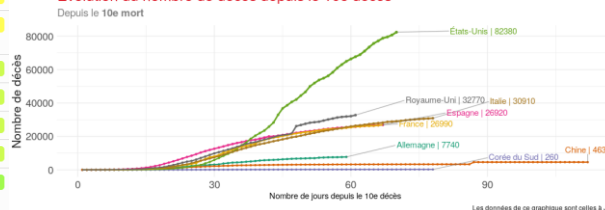
→ **Nouvelle hausse du nombre de décès** - Nouveau bilan contrasté sur le front de l'épidémie en France avec d'une part une nouvelle hausse du nombre de décès sur une journée, qui s'établit à 348 décès, ce qui ne manque pas de soulever des interrogations et de nouvelles craintes. Ces dernières sont néanmoins contrebalancées et nuancées par une nouvelle baisse du nombre de patients lourds hospitalisés dans les services de réanimation.

| Pays | Décès | Personnes contaminées (Total) | Évolution journalière du nombre de cas | Évolution journalière du nombre de décès | Taux de mortalité | Évolution du nombre de morts (%) |
|--------------|-------|-------------------------------|--|--|-------------------|----------------------------------|
| États-Unis | 82376 | 1369574 | 21693 | 1694 | 6.0 | 2 |
| Royaume-Uni | 32769 | 227593 | 3408 | 628 | 14.4 | 2 |
| France | 26991 | 178225 | 802 | 348 | 15.1 | 1 |
| Espagne | 26920 | 228030 | 594 | 176 | 11.8 | 1 |
| Italie | 30911 | 221216 | 1402 | 172 | 14.0 | 1 |
| Allemagne | 7738 | 173171 | 595 | 77 | 4.5 | 1 |
| Corée du Sud | 259 | 10962 | 26 | 1 | 2.4 | 0 |
| Chine | 4633 | 82926 | 7 | 0 | 5.6 | 0 |

Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](https://dashboards.johnhopkins.com)

Regard d'expert - La psychose du siècle sauvera-t-elle l'agriculture française ? par Olivier NASLES



Olivier NASLES, Enologue et Licencié en Sciences de la Vigne et du Vin de la Faculté des Sciences de Dijon, est vigneron et oléiculteur Bio en Provence. Depuis 35 ans, il accompagne les caves particulières et coopératives du sud de la France et de Corse dans leurs vinifications de vins rosés essentiellement. Président de la Fédération des Coopératives Oléicoles de France et du Syndicat AOP Huile d'Olive de Provence, il est depuis vingt ans engagé dans la défense des Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) au sein de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) dont il fut le Président du Conseil des Agréments et Contrôles et dont il est, aujourd'hui, le Président du Comité National de l'Agriculture Biologique qui gère la mise en œuvre en France du Règlement Européen Bio. De 1995 à 2001, il a été adjoint au Maire d'Aix-en-Provence et Conseiller Communautaire.

Nous vivons une période pour le moins surprenante, marquée par deux grands maux : la **psychose et l'hystérie** !

Qui aurait pu penser, il y a trois mois, qu'un « si petit virus » pourrait créer une telle psychose ! En fait ce ne n'est pas une psychose au singulier mais au pluriel, des psychoses à commencer bien sûr par la psychose de la mort. Personne n'a envie de mourir mais vivre avec la peur de mourir tue une société. Psychose de la responsabilité, plus personne ne veut assumer ses responsabilités à commencer par ceux qui, pourtant, les ont cherchées en se faisant élire. Les élus de tout bord, de tout niveau, du Maire de la commune de 10 habitants aux Ministres en passant par les parlementaires, tous unis derrière un seul objectif, ne pas être responsable pénalement des décisions prises. Le jeu de lancer de balles entre le Gouvernement et les Maires autour de la réouverture des écoles est symptomatique et il vaut mieux en rire pour ne pas avoir à en pleurer. Le problème n'est pas l'ouverture des écoles mais le fait qu'ils soient déchargés de leur responsabilité en cas de problème. En fait nous venons d'inventer un nouveau concept, celui de l'irresponsabilité collective !

De cette psychose née l'Hystérie ! Une hystérie elle aussi collective qui s'est emparée de notre société. Même les cerveaux les plus brillants ne semblent plus capables de raison garder. Une sorte de surenchère de La gangrène de notre civilisation : le principe de précaution. Ce principe érigé en dogme dans notre constitution nous détruisait déjà à petit feu... En 2020, le Mistral est passé par là et a soufflé sur les braises enflammant tout sur son passage. Le principe de précaution détruit tout, du Professeur de Médecine ou du chercheur scientifique qui ne prendra pas la responsabilité de dire que cette épidémie est terminée de peur d'être mis en cause au cas où la « chance » sur un million de voir une deuxième vague arriverait (seul le Professeur Raoult a ce courage), aux politiques qui se retranchent derrière l'avis de ces « experts » pour prendre des décisions qui mettent en péril toute notre économie, sans oublier les chefs d'entreprise qui tremblent de ne pas avoir pris toutes les précautions nécessaires pour protéger leurs salariés. Surenchère dans laquelle s'engouffrent les syndicats, dont j'ai eu aujourd'hui l'un des exemples les plus absurdes, en exigeant la fourniture aux agents de cure-dents pour appuyer sur le bouton de l'ascenseur !

Regard d'expert - La psychose du siècle sauvera-t-elle l'agriculture française ? par Olivier NASLES

Bon sang, si c'était la peste ou le choléra comment réagirions-nous ? Je n'ai pas la capacité de savoir, s'il y aura un monde « d'après » très différent du monde « d'avant » ! Notre extraordinaire capacité à l'amnésie collective me ferait plutôt penser que non mais nous verrons.

Mais ces deux mois « inédits » que nous venons de vivre auront, au moins un temps, remis « les pendules à leur place » et l'alimentation au cœur des préoccupations ! Depuis vingt ans les études du CREDOC, qui suit entre autre la consommation des ménages, nous montrent que se nourrir devenait accessoire. Le budget des ménages consacré à l'alimentation est passé en une cinquantaine d'années de plus 25% à 12% et même à moins de 10% chez les moins de 30 ans.

Le confinement a agi comme une sorte d'électrochoc ! Le 17 Mars, les Français ont découvert d'un coup, que si tout s'arrêtait, ils ne pourraient plus se nourrir et que se nourrir était, malgré tout, quelque chose de vital. Ils ont découvert que toute la nourriture « pas chère » qu'ils achetaient, venait « d'ailleurs », du Maroc ou d'Espagne pour les fruits et légumes, d'Argentine, d'Australie ou de Pologne pour la viande... Ils ont découvert que la souveraineté alimentaire n'était pas qu'une formule et que les agriculteurs français, qui se battent au quotidien pour survivre économiquement, étaient les garants de leur alimentation.

Trois chiffres significatifs ! En 70 ans, nous sommes passés, en France :

- De 6,5 millions d'agriculteurs à 400 000 en 2020.
- La surface agricole cultivée de 37 millions d'hectares à 27 millions en 2020.
- La taille moyenne des exploitations de 6 hectares à 65 hectares.

Deux lectures possibles de ces chiffres, la pessimiste : 94% des exploitations agricoles ont disparu en 70 ans, l'optimiste : « seulement » 27% de terres cultivées ont été perdues !

Les principaux organismes agricoles ont bien conscience de l'opportunité exceptionnelle

Le confinement, politique sanitaire et croyance morale - Le ministre de la Santé Olivier Veran a clos hier le débat relatif à l'ouverture des parcs et jardins en zone rouge (et donc à Paris) en rappelant la nécessité de limiter les rassemblements de personnes pour éviter toute reprise de l'épidémie. Pour appuyer ses dires, le ministre s'est notamment appuyé sur le spectacle offert la veille par ces Parisiens rassemblés sur les bords du canal Saint-Martin. La preuve, selon lui, qu'une ouverture des espaces verts de la capitale serait prématurée. Et ce alors que le métro et le RER fonctionnent, **feint de s'étonner** la maire de Paris Anne Hidalgo, qui plaide quant à elle pour une réouverture des espaces verts.

Les mêmes images de badauds se prélassant sur les quais de Seine avaient justifié il y a quelques mois la mise sous cloche complète du pays. Tout au long du confinement, les innombrables polémiques sur les entorses aux règles sanitaires commises par les riches, les immigrés, les jeunes ou les Parisiens ont été répétés ad nauseam sur les réseaux sociaux. Faut-il s'étonner dès lors que **61% des Français** considèrent que leurs concitoyens se sont mal comportés au cours des dernières semaines (un record en Europe), et ce alors même que le confinement a paru bien respecté sur l'ensemble du territoire ? S'il y eut des héros durant cette période, ceux du « quotidien » et ceux des hôpitaux, l'époque a aussi fabriqué ses propres « salauds » : jouisseurs égoïstes profitant du beau temps, prétendus privilégiés, inconscients qui mettent en péril la communauté dans son ensemble par des comportements individualistes.

Le confinement était un levier sanitaire pour « aplatir la courbe » de l'épidémie. Il s'impose de plus en plus comme un problème moral et politique, au seul prisme duquel juger de l'efficacité de la politique de l'exécutif (qu'importe les conséquences négatives qu'il engendre), et autour duquel semble dans le même temps se cristalliser l'ensemble des facettes du mal-être français. Et notamment du rapport compliqué qu'entretiennent les Français à l'Etat, au centralisme et à l'autorité. Les hélicoptères survolant le littoral pour appréhender des plagistes isolés, **les contrôles de police**, la multiplication des attestations requises pour se déplacer sur le territoire national ou la multiplication des interdictions apparaissent entretenir des rapports de plus en plus lointains avec les impératifs de la santé publique, en se plaçant de plus en plus sous le registre univoque du simple contrôle social. Une démarche justifiée par la distinction manichéenne entre les bons et les mauvais Français, qui semble désormais structurer toute approche du problème. Et que la perspective d'un reconfinement agitée comme une punition ultime, tout comme la méfiance que les Français se portent entre eux, semble pourtant légitimer. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))

Et inespérée que cette crise a provoquée. Ils viennent de publier un « Manifeste pour une Souveraineté Alimentaire Solidaire » souhaitant un pacte entre citoyens et agriculteurs pour leur garantir une indépendance alimentaire respectant l'environnement, mais à un prix qui permette aux agriculteurs de vivre et qu'ils chiffrèrent à 3,5 € de plus par ménage et par mois.

Pour terminer et esquisser un sourire, rare en ce moment, ces deux mois ont fait resurgir, d'une manière plus large, la base des discours « Gaulliens » que les plus de 60 ans ont connus et que la Mondialisation avait jetés aux orties. D'un coup « souveraineté » n'est plus un gros mot et est remis à toutes les sauces, il aura suffi d'un « tout petit » virus pour que tous les discours sur l'économie globale explosent en plein vol. Les Français et, d'une manière plus générale, les Européens ont découvert que leur industrie pharmaceutique, dont ils sont si fiers, a localisé la plupart de ses usines en Asie, que leur alimentation vient à près de 50% d'ailleurs, qu'il n'y a plus d'industrie textile en Europe...

A la sortie de cette crise, pour moi, il y a deux enjeux majeurs que nos dirigeants ne devront pas rater :

- Le premier est que, comme le martelait le Général De Gaulle, la souveraineté économique dans tous les secteurs fondamentaux est le garant de l'indépendance d'un peuple et que le premier d'entre eux reste l'agriculture et l'agro-alimentaire !
- Le second est le périmètre qui sera choisi pour cette souveraineté ! Il serait dramatique que la réponse soit nationale. La réponse doit être européenne. Si les Français dans leur quotidien ont repris conscience de l'importance de se nourrir, ils sont loin d'avoir conscience que l'Euro les a protégés. Imaginez si le Franc, la Lire ou la Pesetas avaient encore existé, l'effondrement monétaire aurait fortement amplifié la crise.

J'espère qu'un jour les peuples d'Europe comprendront toute l'importance d'avoir une véritable Union politique forte. I MAKE A DREAM... c'est mon côté d'éternel optimiste.

"Disinformation Killed The Disinformation Star" - Pierre Riché, dans *Les Lumières de l'an mille*, l'un de ses derniers ouvrages, publié en 2013, revenait sur son principal terrain de recherche, l'an mille, et les fantasmes ayant entouré, notamment dans l'historiographie romantique, cette année. À rebours de Jules Michelet, et du volume II de son *Histoire de France* paru en 1833, le médiéviste s'inscrit en faux par rapport au portrait d'une époque où la croyance universelle était que "le monde devait finir avec l'an mille de l'incarnation". Il faut dire que l'historiographie, tout particulièrement au XIXe siècle a été influencée par les écrits d'un chroniqueur du XIe siècle, Raoul Glaber, qui projetait ses propres grilles de lecture et autres lubies théologiques dans cette fameuse année. Quant à Marc Bloch, dans *La société féodale*, que Pierre Riché cite dans son propos introductif, il battait également en brèche l'idée d'une terre universelle. Rappelant la conception chronologique propre à ces temps reculés, l'auteur de *L'Étrange défaite* rappelle qu'"en vérité pour la plupart des Occidentaux ce mot d'an mille qu'on voudrait nous faire croire tout chargé d'angoisses était incapable d'évoquer aucune étape exactement située dans la suite de jours". De là à dire que nombreux sont les Raoul Glaber aujourd'hui, il n'y a qu'un pas, que nous ne nous gardons pas de franchir ! Nous le franchissons avec d'autant plus d'entrain que les dernières semaines se caractérisent par une nouvelle inflation de couches explicatives, plus ou moins étayées, souvent moins que plus en la matière d'ailleurs, tendant à pointer du doigt tout à la fois une prétendue nouvelle étape franchie dans la guerre de l'information et l'entrée du pays dans une nouvelle séquence d'irrationalité collective. À n'en pas douter, ni l'une ni l'autre de ces analyses n'est vide de sens et complètement déconnectée de la réalité. Il s'agit cependant, et c'est une constante dans tous travaux analytiques, d'être en capacité d'ajuster précisément le curseur et la focale pour éviter les analyses déformantes. La géographie use, et parfois abuse, des cartes en anamorphose qui, à partir de règles méthodologiques précises, permettent de déformer le réel pour mieux mettre au jour des réalités sous-jacentes (densité de flux, nombre d'entreprises et autres variables). Pourtant, lorsque l'anamorphose sort de la géographie pour arriver dans le champ de la guerre informationnelle, elle perd en cours de route ses états méthodologiques, et ne contribue qu'à présenter des miroirs sociaux éminemment déformés. Hier la Russie, aujourd'hui la Chine. Dans les deux cas, les actions de désinformation sont réelles, mais quid du curseur et de la focale ? Le curseur est-il animé par des considérations scientifiques, ou seulement par des impératifs médiatiques, géopolitiques ou économiques ? La frontière est, au demeurant, mince avec les considérations idéologiques, qui très vite, rendent ces études biaisées et inopérantes. Mais comme l'écrivait Julien Benda, l'une des nouveautés de son époque (mais aussi de la nôtre) réside dans "la prétention qu'ont aujourd'hui toutes les idéologies politiques d'être fondées sur la science, d'être le résultat de la "stricte observation des faits" ([Damien Liccia](#))

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.